

## Du nouveau sur le verrou de l'estuaire ?

Nombreux sont ceux qui pensent que le verrou de l'estuaire, construit par Vauban dans les années 1690, ne présente plus aucun caractère de nouveauté.

Certes, ces "vieilles pierres" sont inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco, mais bon, tout cela est connu depuis fort longtemps et d'aucuns jouent même les blasés...  
Et pourtant ils se trompent !

De récents travaux ont permis de découvrir, ou plutôt redécouvrir, un patrimoine oublié.  
Lequel ? Celui des installations érigées au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles pour interdire une nouvelle fois la Gironde.  
Attention : ce ne sont pas des ruines... Il s'agit de constructions bien visibles, et si vous avez visité la citadelle de Blaye, ou bien encore le fort Médoc, il est fort probable que vous les ayez aperçues sans vraiment savoir ce dont il s'agissait...

Avant d'identifier ces installations et de connaître leur histoire, il est indispensable de revenir quelque peu sur les principaux événements qui ont jalonné la vie du verrou de l'estuaire.

### Histoire succincte du verrou de l'estuaire

Cette histoire est relativement courte puisqu'elle débute à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque Vauban parvint à croiser les trajectoires de ses munitions d'artillerie au-dessus de la Gironde.  
En effet, le verrou de l'estuaire, c'est avant tout un "système d'armes" composé de canons, de munitions adaptées à leur cible, et enfin d'hommes capables de les mettre en œuvre. Il s'agit donc de la capacité d'endommager, et éventuellement de couler, tout navire qui aurait tenté de forcer le passage.

L'artillerie ayant disparu des bords de l'estuaire, le verrou se résume désormais aux seules fortifications qui abritaient ce "système d'armes". Aussi imposantes soient-elles sur le plan architectural, elles ne sont en fait que des coquilles vides, et nous devons avoir conscience de commettre un abus de langage lorsque nous parlons, aujourd'hui, du verrou de l'estuaire. En réalité, nous devrions dire *les vestiges du verrou de l'estuaire*.

L'histoire de cet outil militaire reste à écrire, toutefois quelques dates permettent de suivre son évolution.

- Fin du XVII<sup>e</sup> siècle, le verrou est activé.
- Un siècle plus tard, en 1791, l'Assemblée Nationale établit le classement des places de guerre en trois catégories, en fonction de leur importance : Blaye figure parmi les 48 places de première catégorie, fort Médoc compte parmi les 8 postes militaires de première catégorie. On ne parle plus de Fort Pâté.
- Dimanche 3 avril 1814, pendant que Napoléon I<sup>er</sup> affronte les armées de la coalition (Russie, Prusse, Autriche et Royaume-Uni) sur le sol de France, une flotte anglaise remonte la Gironde pour rejoindre Bordeaux. Elle ne franchit pas la barrière du verrou. Une frégate anglaise bombarde la citadelle mais aussi et surtout la ville. Le siège prend fin au bout de quelques jours avec l'abdication de l'empereur. Ces événements constituent le seul engagement opérationnel connu du verrou.
- 1851, nouveau classement : la citadelle de Blaye est rétrogradée en troisième catégorie. On ne parle plus de Fort Médoc.
- 1887, la citadelle de Blaye est déclassée, elle devient une simple caserne.
- 1900, d'importants travaux sont réalisés dans la citadelle mais aussi au fort Pâté et au fort Médoc, pour installer des armes lourdes modernes, avec leurs munitions et leur personnel.

L'évolution apparaît donc nettement : après les guerres du premier empire, la situation politique fait que le verrou ne se justifie plus, et il en est ainsi tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi donc, cet outil militaire devenu inutile va être désarmé progressivement, pour disparaître totalement en 1887.

Sa brusque réactivation quelques années plus tard, au tournant du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire pratiquement 200 ans après sa création, ne manque pas de soulever une question : pourquoi ?

### **Le contexte géopolitique de la renaissance**

Pour comprendre les raisons qui ont poussé les autorités à ranimer un dispositif considéré comme inutile, il est indispensable de revenir quelques 30 années en arrière, à un moment où l'État s'effondre littéralement, après avoir imprudemment déclaré une guerre qu'il a ensuite conduit avec beaucoup d'amateurisme.

Cette guerre de la France du Second Empire contre la Prusse, mal commencée, ne pouvait que mal se terminer, et c'est une défaite cuisante, désastreuse et tragique que subit le pays. Elle est cuisante sur le plan moral, car les dirigeants avaient laissé croire qu'il n'allait être fait qu'une bouchée des Prussiens.



**Le traité de Francfort (10 mai 1871), vu par l'imagerie populaire**

Elle est désastreuse sur le plan économique car il faut payer le prix fort (5 milliards de francs or) pour que l'armée du vainqueur (qui a été proclamé empereur d'Allemagne dans la galerie des glaces à Versailles...) quitte le territoire national. Et à cela, il faut ajouter la perte de deux provinces comprenant près de 1,6 million d'habitants.

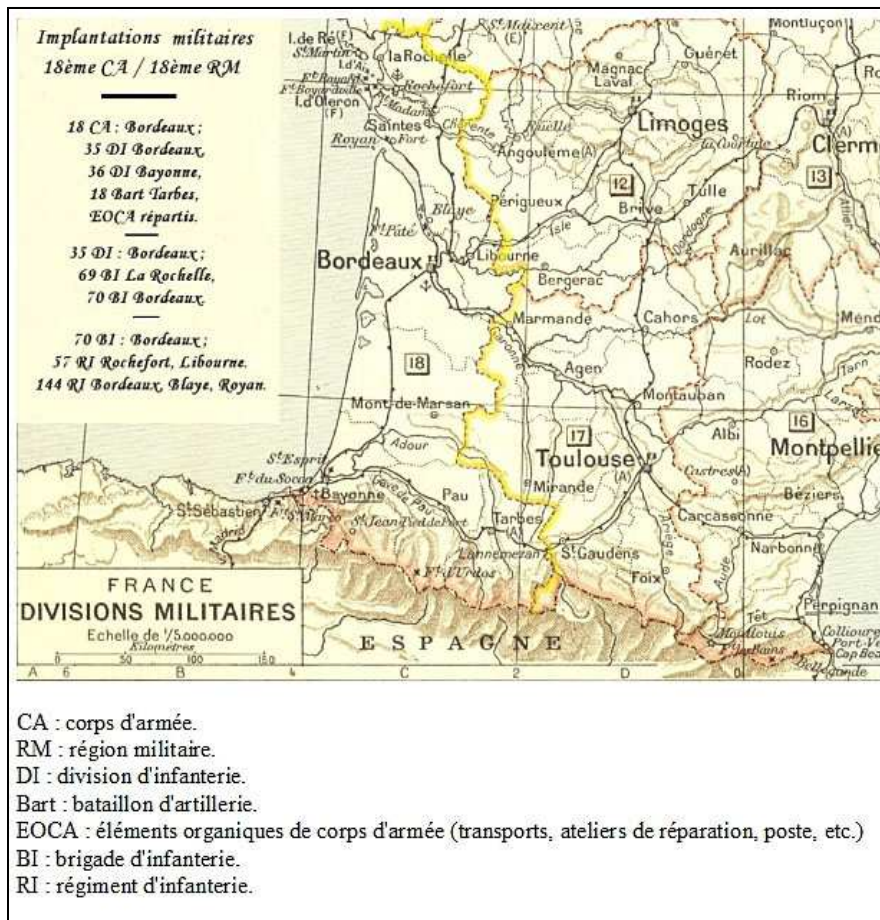
Elle est tragique enfin, car aux quelques 130 000 victimes directes des combats viennent s'ajouter celles de la guerre civile (de l'ordre de 20 000 morts), sans parler de centaines de milliers de blessés...

Avec tout cela, la France vit, sur un plan purement militaire, une situation qu'elle n'avait pas connue depuis des siècles : le tracé de la nouvelle frontière met la capitale sous la menace directe d'une armée étrangère, tout en laissant Metz et Strasbourg, nos deux meilleures places fortes après Paris, aux vainqueurs.

Finalement, à l'été 1871, au terme de ce que Victor Hugo appellera "l'année terrible", la reconstruction de l'État apparaît comme une évidente nécessité.

Ce sera l'œuvre de la toute jeune III<sup>e</sup> République, qui va s'attacher à parer au plus urgent en mettant sur pied, dans un irrésistible élan d'enthousiasme et aussi, il convient de le souligner, de nationalisme fervent, une nouvelle défense. Le but poursuivi ne trompe personne : préparer la revanche pour reprendre possession des territoires situés au-delà de la "ligne bleue des Vosges", chère à Jules Ferry.

Cette construction d'un nouveau système de défense débute par une série de lois destinées à mettre sur pieds une armée nouvelle, en totale rupture avec celle de l'empereur déchu (loi sur le recrutement, loi sur la réorganisation de l'armée, etc.).

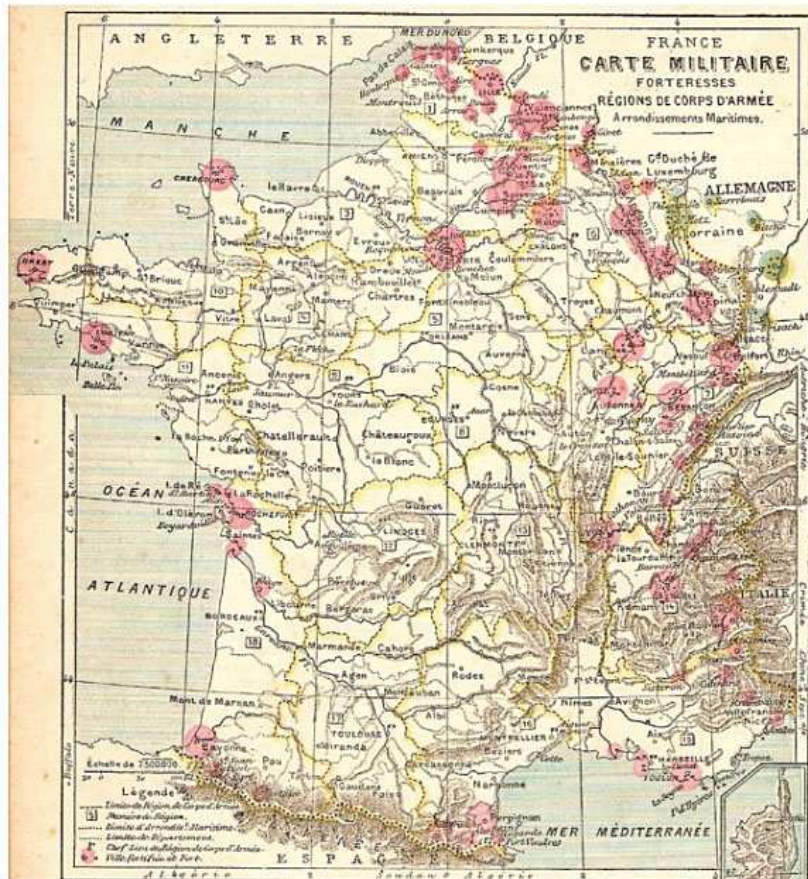


**Organisation militaire en Aquitaine en 1880,  
implantation du 18<sup>ème</sup> corps d'armée sur la 18<sup>ème</sup> région militaire**

Chaque province est devenue la zone de stationnement d'une grande unité, placée aux ordres de celui qui la commandera en temps de guerre : pour la première fois dans l'histoire de France, il y a une véritable continuité dans l'exercice des responsabilités.

Parallèlement à l'application de ces lois fondatrices, l'élaboration d'un véritable système défensif, prenant en compte la protection des frontières terrestres et maritimes, est confiée à un organisme dédié : le Comité Défense. L'homme orchestre de cet immense chantier est le général Séré de Rivières, chef du service de construction du Génie.

Né en 1815 à Albi, polytechnicien, Séré de Rivières a fait toute sa carrière dans l'arme du Génie : comme Vauban, c'est un ingénieur, un technicien et un soldat. De la guerre de 1870, il a retenu deux leçons : la supériorité écrasante de l'artillerie prussienne (en termes de portée notamment) et l'importance des voies ferrées. Son idée maîtresse : créer un dispositif défensif à base de fortifications construites en dehors des agglomérations, se couvrant mutuellement et échelonnées dans la profondeur. Ces fortifications ne se veulent pas une barrière infranchissable, mais simplement un moyen pour que l'armée puisse disposer du temps nécessaire dont elle a besoin pour monter en puissance (réussir la mobilisation), avant son engagement, qu'il soit offensif ou défensif.



### Le système défensif de la France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

L'effort est mis sur les frontières terrestres, et plus particulièrement celles du nord-est. La défense des côtes se limite à celle des principaux ports militaires, à l'estuaire de la Gironde et à Marseille, premier port commercial français de l'époque.

Ce dispositif prometteur ne sera, hélas, jamais achevé, pour plusieurs raisons, la principale étant d'ordre technico-militaire. En une dizaine d'années, l'artillerie a fait plus de progrès qu'au cours des deux siècles précédents. Ce sont là les retombées directes de la révolution industrielle que connaît la France depuis une trentaine d'années. En premier lieu, ces progrès apparaissent dans le domaine de la métallurgie (production d'un acier de qualité, qui vient remplacer la fonte pour la fabrication des canons et des obus) ; en second lieu, dans la mécanique (rayage plus précis des tubes, micro-mécanique des fusées) et enfin dans l'industrie chimique (découverte de la mélinite, puissant explosif brisant, en 1885 et mise au point d'une poudre d'origine chimique, à peu près à la même époque, qui va remplacer progressivement la poudre noire).

Ces différentes évolutions changent complètement la donne en termes de rendement. Ainsi, d'un obus d'artillerie peu performant dans les années 1870, l'on passe à partir du milieu des années 1880 à une munition particulièrement efficace (appelé "obus torpille" à cause de sa forme allongée).

Le résultat est sans équivoque : les fortifications existantes ne résistent pas à de tels projectiles... Il devient impératif de protéger les installations de surface par une épaisse chape d'un produit qui commence tout juste à être employé à l'échelle industrielle, le béton, d'utiliser des plaques de métal pour protéger les pièces et les hommes qui les servent (apparition des premières tourelles à éclipses). Tout le reste doit être enterré.

Assez rapidement, l'on se rend compte qu'entre l'achèvement du système défensif selon les nouvelles normes et la remise à niveau de ce qui a déjà été fait, il est nécessaire de choisir car les moyens financiers ne suffisent plus. Et ces choix seront drastiques : coup de frein brutal à la construction de nouvelles fortifications et remise à niveau de l'essentiel, c'est-à-dire la frontière de l'est. Le reste, dont fait partie la défense des côtes, considéré comme secondaire, est tout simplement abandonné.



Ainsi, pour l'estuaire de la Gironde, l'on se contente d'une seule ligne de défense, installée à l'embouchure du fleuve : les forts de Royan et de Suzac sur la rive droite, ceux du Verdon et de la pointe de Grave sur la rive gauche<sup>1</sup>.

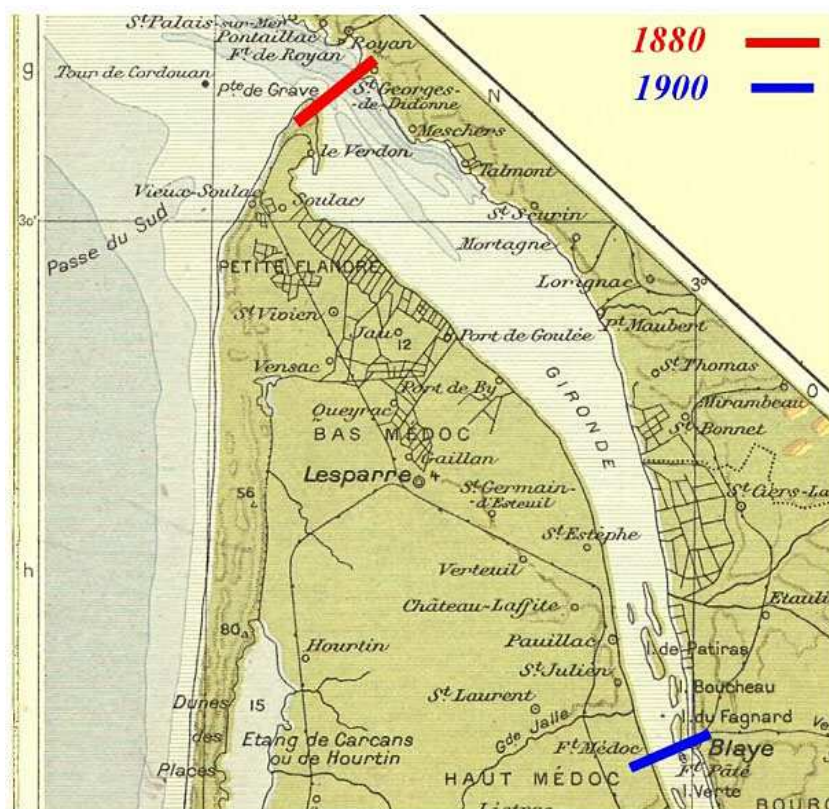
Toutefois, les choses évoluent, et notamment en Afrique où les grandes nations européennes finissent de se partager le continent.

En 1896, ordre est donné à une colonne militaire (mission Marchand) de s'emparer de Fachoda (poste isolé situé aux confins du Soudan et de l'Égypte) de manière à devancer les Anglais et à les empêcher de constituer un empire allant du Caire au Cap.



L'affaire tourne mal : la colonne, installée à Fachoda, se retrouve au contact direct de l'armée anglaise qui dispose d'une supériorité écrasante... Il s'en faut de peu que les armes parlent... Finalement le bon sens l'emporte, ordre est donné à Marchand de se retirer de Fachoda.

À Paris, l'on se rend alors compte que l'on est passé à deux doigts d'une guerre navale avec les Britanniques, que personne n'avait songé à préparer... De l'avis unanime, notre flotte se trouvait impuissante à soutenir nos prétentions vis-à-vis de l'Angleterre qui applique, depuis 1890, le principe du *Two Powers Standard*, selon lequel le tonnage cuirassé de la Navy doit dépasser celui des deux flottes suivantes réunies. Aussi, décision est-elle prise de renforcer la défense des côtes. En ce qui concerne la Gironde, cela va se traduire par la construction d'une seconde ligne de défense dans la profondeur de l'estuaire.



Les deux lignes de défense de l'embouchure de la Gironde

<sup>1</sup> État de l'artillerie en place à l'embouchure de la Gironde en 1890 :

- fort de Royan : une batterie de deux canons de 19 cm, une de quatre canons de 24 cm, une de quatre canons de 27 cm, deux batteries distinctes de canons de 95 mm, l'une de quatre pièces et l'autre de deux ;
- fort de Suzac : une batterie de deux canons de 19 cm, une de deux canons de 24 cm et une de quatre canons de 95 mm ;
- fort du Verdon : une batterie de deux canons de 27 cm, deux batteries distinctes de trois canons de 24 cm ;
- pointe de Grave : une batterie de quatre canons de 95 mm.

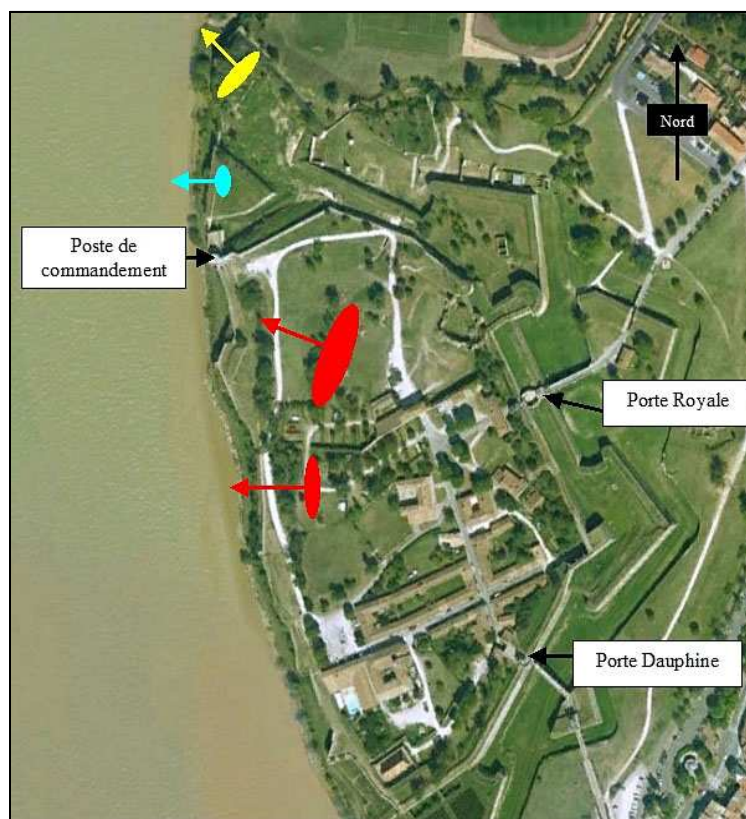
Le dispositif général, identique à celui imaginé par Vauban quelques 200 ans plus tôt, va être implanté au sein des fortifications existantes, et les travaux seront très vraisemblablement réalisés aux alentours des années 1899–1901.

### Le dispositif dans la citadelle

Le promontoire sur lequel est bâtie la citadelle de Blaye, domine l'estuaire d'un peu moins de 30 mètres. C'est un atout décisif pour qui cherche à avoir des vues lointaines et donc bénéficier des possibilités maximales de tir. Cette situation remarquable n'existe tout simplement pas sur la rive gauche et ne se rencontre plus avant l'embouchure sur la rive droite. Elle fait tout naturellement de la citadelle le point clé du dispositif, comme cela était déjà le cas sous Vauban.

Trois batteries y ont été installées :

- une batterie de canons de 19 cm, à six pièces (en deux sections de tir, l'une de quatre pièces et l'autre de deux pièces) ;
- une batterie de canons de 95 mm, à quatre pièces ;
- une batterie de canons à tir rapide, à deux pièces.



#### Implantation des batteries dans la citadelle de Blaye

En rouge, la batterie de 19c (la grande olive représente la section de quatre pièces, la petite, la section de deux pièces) ; en jaune, la batterie de 95 mm ; en bleu, la batterie de tir rapide.

Le poste de commandement de cet ensemble était situé au plus près de l'estuaire, sur la tour de l'Éguillette. Il était relié par téléphone (une grande nouveauté pour l'époque...) avec la batterie la plus puissante du dispositif ; les liaisons avec les autres batteries, mais également avec le fort Pâté et le fort Médoc, se faisaient en utilisant des systèmes optiques, comme sur les bateaux de la Marine.

Il convient enfin de souligner que chacune de ces batteries disposait d'un magasin à poudre profondément enterré, donc à l'abri des nouveaux obus d'artillerie chargés d'explosif brisant.

En fait, les architectes du service du génie ont su habilement mettre à profit les circonstances exceptionnelles qu'ils ont rencontrées dans le sous-sol de la citadelle. En effet, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, des carrières de pierre ont été exploitées dans ce sous-sol, comme dans bien d'autres endroits de la Gironde. Le service du génie, maître d'œuvre des travaux, a utilisé ces galeries souterraines pour construire, au moindre coût, ce que l'on connaît sous le terme générique de *magasin caverne* ou bien encore de *magasin sous roc*.



**Entrée du magasin à poudre souterrain de la batterie de 95 mm**

L'on distingue très nettement les parois de galerie dans lesquelles ont été incrustées des pierres de taille. Ainsi cloisonnée, la galerie devient un local parfaitement fermé. L'on remarque, par ailleurs, l'imposant créneau de lampe sur la partie droite de la photographie.

Concrètement, les galeries situées à la verticale de l'emplacement des batteries ont été cloisonnées par des murs en pierre de taille, de manière à former les espaces dont avaient besoin les artificiers pour travailler à l'abri des projectiles (magasin à poudre, atelier de chargement, salle de manœuvre). Chaque entrée de magasin était équipée d'un créneau de lampe pour assurer l'éclairage selon les normes de sécurité en vigueur à l'époque. Il suffisait enfin de forer un puits au bon endroit et d'installer un monte-charge pour que les munitions et les artifices nécessaires au tir parviennent rapidement aux pièces.

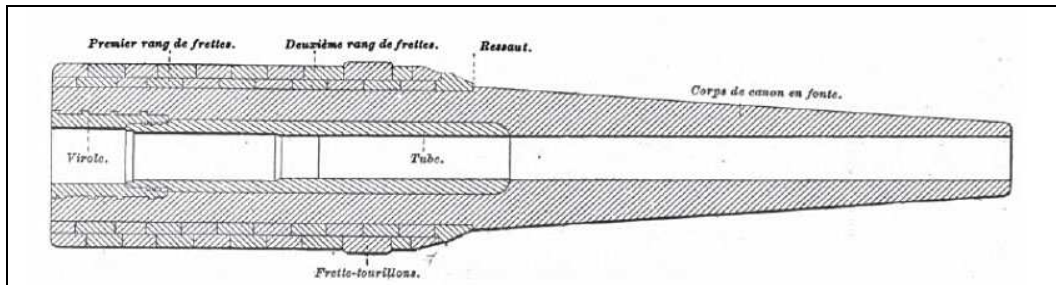


**Puits d'accès aux magasins cavernes de la batterie de 19**



## La batterie de 19

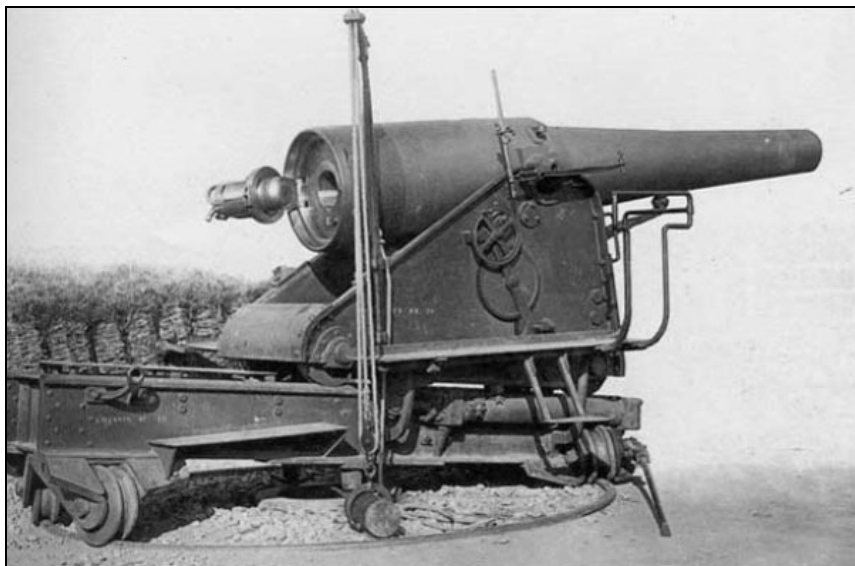
Cette batterie tire son nom du canon qui l'équipait : un 19 c modèle 1878, construit par Schneider pour le ministère de la marine afin d'armer les batteries de côte de métropole et des colonies. C'était un canon en fonte, fretté et tubé, à chargement par la culasse et de dimensions plus que respectables (près de 6 mètres de long, presque 80 cm de diamètre à la culasse, pesant un peu plus de 8 tonnes).



### Coupe d'un canon en fonte, fretté et tubé

La fonte présente la particularité d'être bon marché, mais c'est un métal cassant. Pour éviter que les canons n'éclatent, on les renforçait par des anneaux d'acier montés "à chaud" à l'extérieur (les frettes) et par un tube, également en acier, à l'intérieur. D'où l'appellation "fretté et tubé".

Il était maintenu par un affût (en fer et en fonte), lui-même fixé sur un châssis en acier, le tout reposant sur un rail circulaire. L'ensemble était dénommé affût "guerre à pivot central" (GPC), le mot "guerre" signifiant que le système avait été conçu spécialement pour le ministère de la Guerre et non celui de la Marine. Le tout (canon + affût + châssis) dépassait les 11 tonnes, mais gardait une grande maniabilité, indispensable pour le tir sur des navires. À noter que l'affût était relié au châssis par deux freins hydrauliques (le retour en batterie se faisait par simple gravité) ; il était également équipé d'une "grue" (un palan muni d'une griffe), pour soulever l'obus et l'amener en position de chargement.



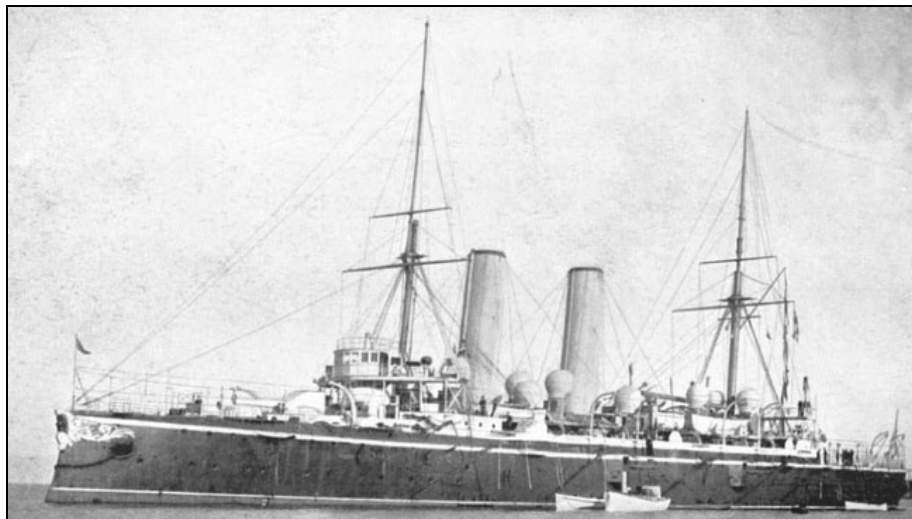
Canon de 19 c Mle 1878 sur affût GPC

Le 19 c avait un diamètre intérieur de 194 mm, il pouvait tirer un obus de 75 kg à la vitesse initiale de près de 400 mètres par seconde et à une distance maximale d'environ 10 000 mètres. La cadence de tir était de l'ordre d'un coup toutes les trois ou quatre minutes (après chaque tir, il fallait ramener le tube presque à l'horizontale pour recharger).



À vrai dire, la portée maximale n'offre qu'un intérêt limité pour plusieurs raisons :

- à une telle distance la dispersion devenait trop importante (elle était encore augmentée par le vent, phénomène commun sur un espace maritime comme l'estuaire), or ces batteries n'effectuaient que du tir au but (dit à l'époque *tir de plein fouet*), ce qui nécessitait une bonne précision, car si les objectifs étaient relativement volumineux, ils étaient aussi mobiles et rapides ;



**HMS<sup>2</sup> Blake, croiseur léger lancé en 1889**

Principales caractéristiques : 9 000 tonnes, 120 mètres de long, 20 mètres de large, vitesse maximale 22 nœuds (40 km. h<sup>-1</sup>).

Armement principal : deux canons de 230 mm, deux canons de 152 mm et 16 canons TR.

- au delà d'une certaine distance il devenait quasiment impossible aux observateurs situés à proximité des pièces de voir avec exactitude le point de chute de l'obus et cela même à la longue vue, unique moyen d'observation ;
- enfin, au-delà d'une certaine distance, ce même obus perdait beaucoup de son énergie et ne parvenait plus à percer les plaques de "blindage" (on disait alors *cuirassement*) des navires.

Ainsi, la distance pratique de tir de ces batteries était de l'ordre de 3 000 à 4 000 mètres.

Les batteries équipées de ce type de canon étaient des batteries dites *de bombardement*. Si aujourd'hui ces termes ne signifient pas grand chose, à l'époque cela avait un sens précis : elles étaient plus particulièrement destinées à traiter les parties les moins protégées des bâtiments (les *œuvres mortes* par opposition aux *œuvres vives*, situées en dessous de la ligne de flottaison et indispensables au fonctionnement du navire, comme par exemple les chaudières).

---

<sup>2</sup> HMS : ces initiales, signifiant *Her Majesty's Ship* ou *His Majesty's Ship*, sont utilisées avant le nom des navires de la *British Royal Navy*. (ndlr)

La batterie de 19, qui constituait l'élément le plus puissant de cette deuxième ligne de défense de la Gironde, était installée dans la citadelle en deux sections de tirs :

- l'une de quatre pièces, sur un remblai de terre surélevé de quelques mètres en face du château des Rudel<sup>3</sup>, avec une capitale de tir orientée à environ 5100 millièmes<sup>4</sup> ;



#### Batterie de 19 : section de tir de quatre pièces

Au premier plan, le magasin d'armement qui servait de local de téléphonie avec, sur son toit, le poste de commandement. Au deuxième plan, les alvéoles pour les coups de sûreté situés en bout de traverse ; chaque alvéole desservait deux pièces, l'une à droite et l'autre à gauche. Enfin, au troisième plan, complètement à gauche, au pied de l'arbre, un poste d'observation.

- l'autre de deux pièces, surélevée de la même manière, mais à l'emplacement du camping municipal et avec une capitale de tir d'environ 4700 millièmes.

Une fois franchie la porte de Liverneuf, l'on peut toujours observer de près les alvéoles (appelées également *niches*) dans lesquelles étaient entreposées les coups de sûreté<sup>5</sup>, en bout de chaque traverse pleine. Elles sont facilement reconnaissables grâce à leurs portes métalliques et à leur maçonnerie basse.



#### L'une des alvéoles pour les coups de sûreté de la batterie de 19

<sup>3</sup> Les quatre pièces avaient exactement la même altitude au-dessus du niveau moyen de l'estuaire (34,73 m exactement, mesurés à l'axe des tourillons) ; en outre, leur proximité simplifiait grandement le réglage des tirs, puisque les éléments de la pièce directrice pouvaient être pris en l'état par les trois autres.

<sup>4</sup> Inventé en 1837, le millième est une mesure d'angle encore utilisée aujourd'hui dans l'armée de Terre pour tirer au canon ou au mortier, désigner un objectif, une direction, etc. Un cercle comptant 6400 millièmes, c'est une mesure plus précise que le degré (1 degré vaut un peu plus de 17,7 millièmes).

<sup>5</sup> En temps normal, les alvéoles étaient vides. En période d'alerte, on y mettait à l'abri quelques coups complets (obus prêts au tir + gargousses + étoupilles), de manière à ce qu'ils soient immédiatement disponibles pour un tir éventuel. Cela permettait aux artificiers de mettre en œuvre la chaîne normale d'approvisionnement pendant que les pièces commençaient à régler le tir. Ces coups complets pouvaient également être utilisés en cas de rupture de la même chaîne pour une raison quelconque.

Chacune de ces deux sections de tir disposait d'un magasin d'armement où était entreposé le petit matériel nécessaire au tir et qui servait également de local de téléphonie. En outre, sur le toit de ce même magasin était installé un poste de commandement, alors qu'à gauche de l'emplacement des pièces, se trouvait un poste d'observation.



**Magasin d'armement et local téléphonique de la batterie de 19**  
(Section de tir située en face du château des Rudel)

Les obus étaient stockés dans un bâtiment situé le long des remparts, vers le château des Rudel (cette bâtisse n'existe plus) ; les artifices et la poudre étaient, quant à eux, entreposés à environ 20 mètres sous la batterie, selon un agencement classique (un grand magasin à poudre, une salle de chargement et une salle de manœuvre permettant l'accès au puits du monte-charge. La grille de protection de ce puits, toujours visible, se situe à mi-distance entre la section de tir de quatre pièces et la tour de l'Éguillette).



**Batterie de 19 : entrée du puits d'accès aux magasins souterrains**



Les obus étant difficilement transportables de par leur poids, les différents éléments de cette batterie étaient reliés entre eux par un système de voies ferrées à l'écartement de 40 cm, appelé système Péchot, du nom de son inventeur, le colonel Prosper Péchot. Les wagonnets étaient manœuvrés "à la main", que ce soit en surface ou dans la galerie souterraine conduisant au monte-charge.



**Fondations du chemin de fer de 40, reliant le magasin à poudre à la salle de chargement, dans le magasin souterrain de la batterie de 19**

### La batterie de 95

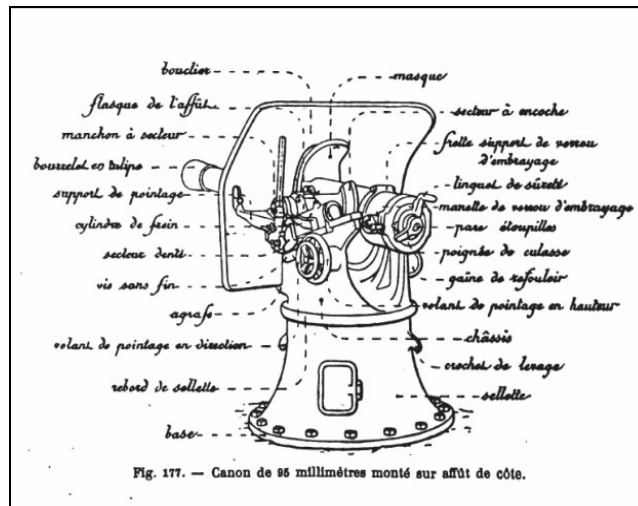
Cette batterie, composée de quatre canons de 95 mm, était plus particulièrement chargée de protéger et, dans une moindre mesure, de compléter l'action de la batterie de bombardement en effectuant des tirs contre le personnel à découvert (on disait alors *buts animés*) situé sur les ponts des navires ou bien encore sur des troupes effectuant une tentative de débarquement.



**Vue générale de la batterie de 95**

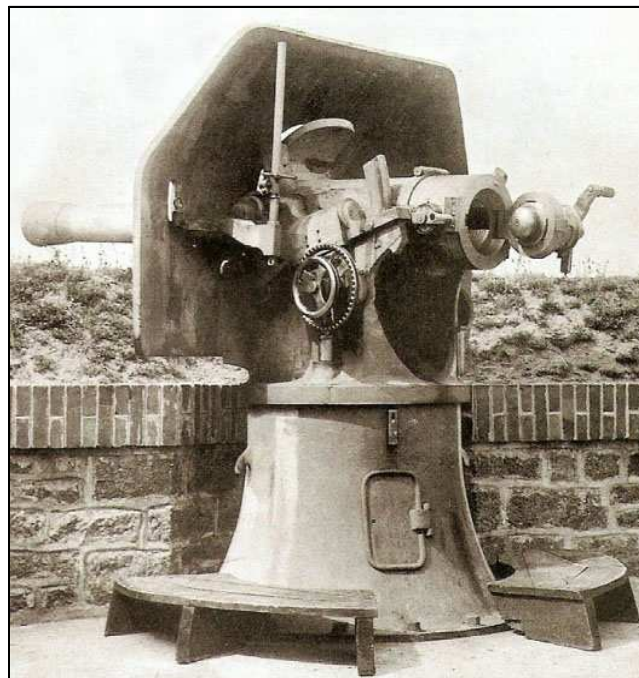
Au second plan, de la gauche vers la droite, l'entrée du puits d'accès aux magasins souterrains, les quatre emplacements de pièces (séparés par les quatre alvéoles pour les coups de sûreté), le poste d'observation droit. Au premier plan, en bas à droite de la photographie, le magasin aux projectiles.

Le canon de 95 mm, initialement conçu pour l'artillerie de campagne (donc sur roues) par le colonel Lahitolle, était l'un des premiers matériels français en acier avec une culasse à vis. Il a été modifié plusieurs fois, notamment en 1892, pour être employé dans la défense des côtes (installation sur un affût à châssis spécifique, lui-même ancré à un massif en béton de plus de 12 tonnes).



L'affût de côte pour canon de 95 mm

Véritable “bonne à tout faire” de l’artillerie de côtes, le 95 était un canon simple à servir, qui a connu une longévité remarquable puisqu’il a terminé sa carrière dans les années 1940, comme pièce à semonce installée près des sémaphores. Quelques-uns ont également servi à armer les PDCSM (poste de défense contre les sous-marins) au cours de la première guerre mondiale. C’est enfin l’un des très rares matériels de côte français que l’on peut encore rencontrer de nos jours, couvert de rouille, sur le littoral métropolitain ou ultramarin.



Canon de 95 mm sur affût, de défense des côtes  
(On distingue nettement l'appareil de pointage de la pièce.)

Ce canon tirait des obus d’un peu plus de 11 kg, jusqu’à une distance maximale de 10 km, mais, étant utilisé en tir à vue directe, sa portée utile était bien inférieure, de l’ordre de 3 000 à 4 000 m, comme pour les batteries de 19.

Initialement, trois types d’obus étaient en dotation :

- l’obus ordinaire ;
- l’obus à balles ;
- l’obus à double paroi (pré fragmenté).

La batterie de 95 mm était implantée à l'extrême nord de la citadelle, à quelques mètres des remparts qui dominent la Gironde. Les installations restantes, qui sont dans un état de conservation absolument remarquable, sont visibles depuis le chemin de promenade qui conduit de la porte de Liverneuf à la tour de l'Éguillette, elles ne sont pas accessibles au public.

Chaque emplacement de pièce est séparé par une traverse pleine au bout de laquelle se trouve une alvéole maçonnée destinée à abriter les coups de sûreté, facilement reconnaissable grâce aux portes métalliques situées au ras du sol.

De part et d'autre de la batterie se trouvait un poste de commandement et un poste d'observation (seul l'emplacement de droite subsiste encore, celui de gauche, qui se trouvait au-dessus de l'accès au monte charge, n'existe plus). Enfin, les installations de surface comportent un magasin aux projectiles équipé d'un système d'obturation tout à fait particulier.



#### **Magasin à projectiles de la batterie de 95 de la citadelle de Blaye**

On distingue les châssis métalliques du système d'obturation qui équipait les portes et fenêtres de ce magasin ; les pièces de bois, en chêne, ont bien évidemment disparu.

Les installations souterraines, situées une dizaine de mètres sous la batterie, comprennent quant à elles :

- un magasin à poudre,
- un atelier de chargement,
- entre ces deux locaux, une chambre de manœuvre donnant directement accès au puits du monte-charge.



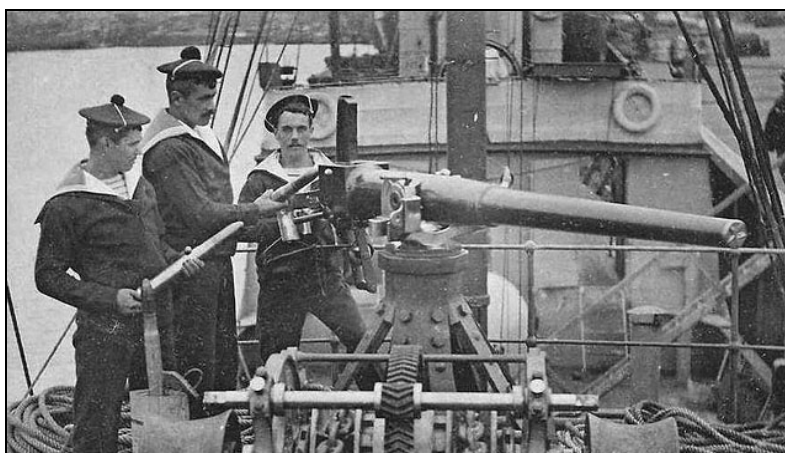
### La batterie de tir rapide

Cette batterie, située au plus près de l'estuaire, devait assurer la défense des deux autres batteries contre les bateaux rapides (les torpilleurs), battre les angles morts et s'opposer à toute tentative de débarquement aux abords immédiats de la citadelle.



**La position de la batterie de tir rapide**

Elle était composée de deux canons de 47. Adoptés par la Marine en 1883, les canons de 47 à tir rapide (TR) fabriqués par Hotchkiss étaient très maniables ; servis par deux ou trois hommes (un pointeur, un pourvoyeur et un aide) ils avaient une cadence de tir élevée et tiraient des obus d'un poids de 1,5 kg capables de percer 28 mm d'acier à 1000 m.



**Canon M de 47 mm Mle 1885 TR, système Hotchkiss**

10 coups par minute ; portée maximale : 4 000 mètres, portée utile : de 1 000 à 2 000 mètres ; vitesse de l'obus 650 m.s<sup>-1</sup> ; quatre types de munitions, toutes encartouchées (obus explosif ordinaire, obus de rupture, boulet, boîte à mitraille)

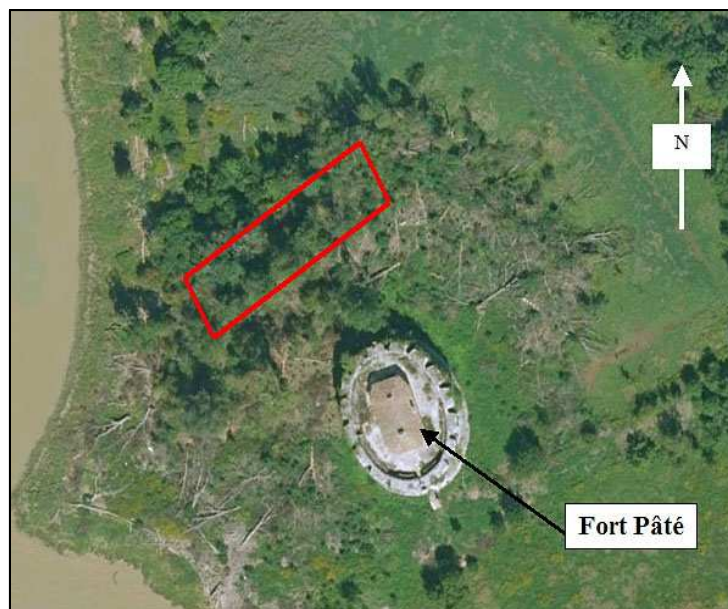
Cette batterie disposait également d'un magasin à munitions souterrain, mais ce dernier était dépourvu de créneau de lampe puisque les munitions, encartouchées, ne nécessitaient aucune manipulation de poudre.



**Magasin à munitions souterrain de la batterie de TR**

### **Le dispositif de fort Pâté.**

Une batterie de 95 était installée sur l'île du fort Pâté, à l'extérieur du fort, sur un tertre surélevé d'environ 5 mètres par rapport au niveau du reste de l'île, qui ne dépasse guère un mètre à marée haute. Cette position devait néanmoins être suffisante pour mettre les pièces à l'abri de toute inondation et leur permettre de "dominer" légèrement leur champ de tir.



**Emplacement de la batterie de 95 sur l'île du fort Pâté**



L'installation de cette batterie ne s'est pas faite sur le fort lui-même à cause d'un problème de surcharge auquel l'ouvrage n'aurait pas résisté (le poids total des 4 pièces, de leur affût et du massif en béton sur lequel chacun d'entre eux était solidement vissé, dépassait largement les 50 tonnes...).

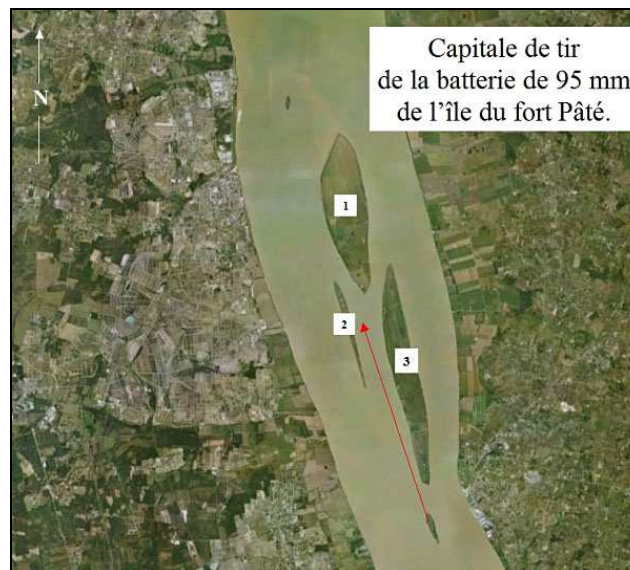


**Massif de béton sur lequel était fixée l'une des pièces de 95 de la batterie de fort Pâté**

D'un diamètre d'environ 3 mètres, le massif de béton, sur lequel était vissé l'affût de côte de 95, pesait près de 13 tonnes. Les flèches rouges indiquent quelques goujons de fixation de l'affût, les autres étant dissimulés sous la végétation.

Sur un plan purement technique, cette batterie était de même nature que celle implantée dans la citadelle. Les seules différences concernent les emplacements de pièces, qui sont ici deux par deux, et l'absence d'installation souterraine. En effet, le sous-sol de l'île étant en-dessous du niveau de la Gironde, il était exclu de penser y trouver, ou d'y creuser, un magasin souterrain. Bien qu'aucun document ne le précise, il est évident que la dotation initiale des pièces devait être à l'abri au sein même du fort, situé à une très courte distance (de l'ordre de 50 mètres).

La capitale de tir de ces quatre pièces étaient d'environ 5900 millièmes, ce qui permettait de battre les angles morts des canons de la citadelle ou de ceux de fort Médoc (il s'agit, en fait, des rives occidentales des îles Nouvelle, de Beychevelle et de Patiras pour la citadelle, des rives orientales de ces mêmes îles pour fort Médoc, ainsi que de "l'espace maritime intérieur" entre ces différentes îles).



**La situation géographique de l'île Pâté**

[1] île de Patiras [2] vassard de Beychevelle [3] île Nouvelle  
Notons qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les îles n'avaient pas la même configuration qu'aujourd'hui.



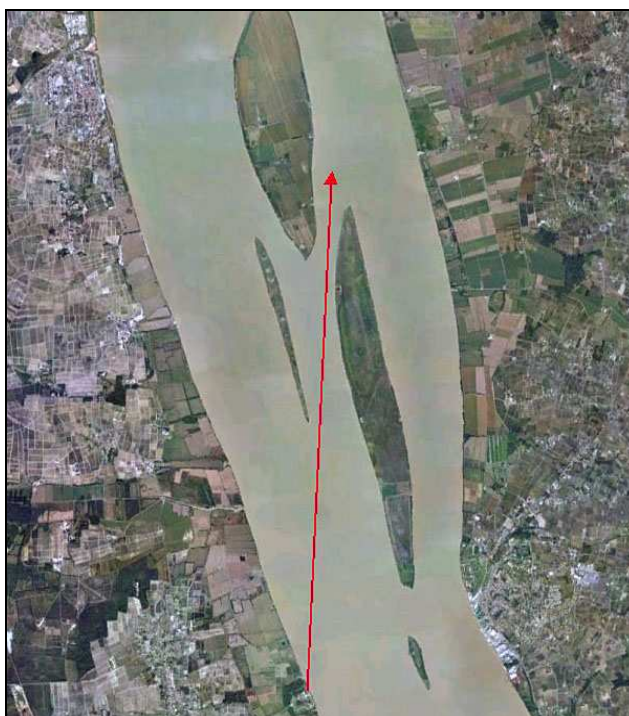
## Le dispositif de fort Médoc

Comprenant quatre emplacements de tir pour canon de 95 mm, la batterie de fort Médoc présente une configuration identique à celle de fort Pâté. Elle est située à sur l'extrême pointe nord-est du fort, sur une levée de terre de quelques 4 ou 5 mètres de hauteur.



**Emplacement de la batterie de 95 mm au fort Médoc**  
(Rectangle rouge)

Disposant d'une capitale de tir sensiblement orientée à 600 millièmes, elle pouvait battre les rives occidentales des îles de Beychevelle et de Patiras, ainsi que les couloirs d'infiltration que ces îles offraient aux navires en les mettant à l'abri des vues, donc des coups, de la citadelle. Elle était également la seule capable de prendre en enfilade la passe située entre l'île Nouvelle et l'île de Patiras.



**Capitale de tir de la batterie de 95 du fort Médoc**

De par sa situation, elle était la seule à prendre en enfilade l'espace compris entre l'île de Patiras et ce qui est aujourd'hui l'île Nouvelle.

Pour les mêmes raisons qu'à fort Pâté, la batterie ne dispose pas d'installation souterraine, toutefois la proximité de l'ancienne poudrière de Vauban (moins de 200 mètres) laisse à penser que celle-ci devait abriter la dotation initiale des pièces.

De cette batterie, seuls les emplacements de pièces sont en bon état de conservation, les alvéoles maçonnées, destinées à abriter les coups de sûreté, se sont profondément lézardées.



Emplacement des pièces d'artilleries dans le fort Médoc

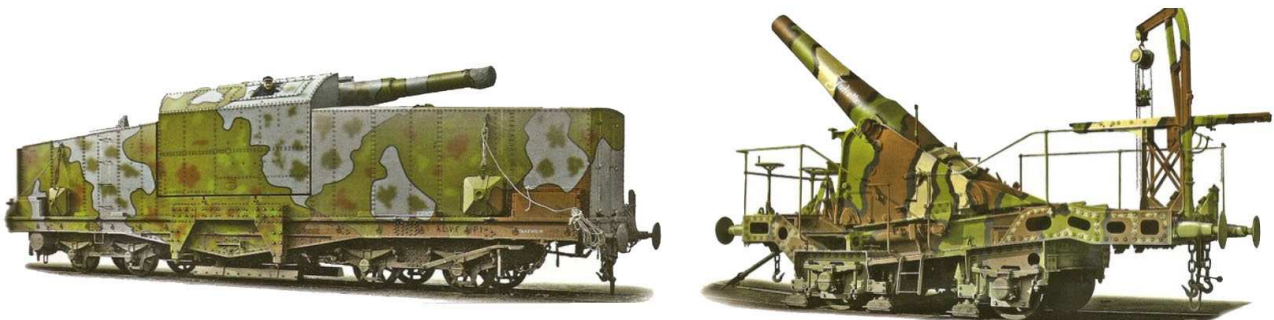
### Que sont devenues les pièces d'artillerie qui équipaient ces batteries ?

La deuxième ligne de défense de la Gironde a totalement disparu dès les derniers mois de 1914, à l'instar de bon nombre d'installations de ce type.

En effet, les flottes anglaises et françaises étaient suffisamment puissantes pour interdire à tout navire ennemi de s'approcher des côtes, rendant ainsi leur défense depuis la terre inutile.

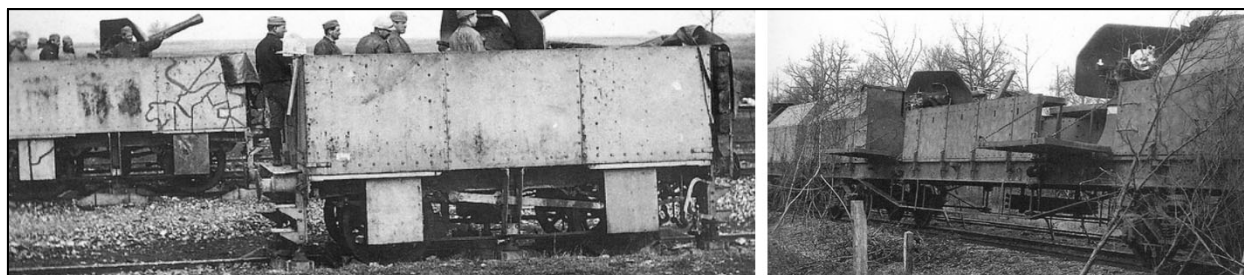
De plus, en cette fin de l'année 1914, la course à la mer mettait un terme à la guerre de mouvement et le front qui s'étendait alors sur près de 750 km, de la mer du Nord à la frontière suisse, manquait cruellement d'artillerie lourde face aux armées du kaiser, particulièrement bien pourvues.

Les besoins étant énormes, la plus grande partie de l'artillerie de défense des côtes allait être démontée, récupérée, réaménagée et utilisée en fonction des besoins. Ce sont ces pièces, parfois démodées, qui constituèrent la toute première artillerie à longue portée (ALGP) sur voie ferrée (ALVF) mieux connue aujourd'hui sous l'acronyme d'ALGP/ALVF. En tout état de cause, dès les premiers mois de 1915, le verrou de l'estuaire de la Gironde était à nouveau désarmé.



Exemples d'installations de 19c sur VF (ALGP/ALVF)





Exemples d'installations de pièces de 95 de défense des côtes sur un wagon blindé, en 1915

### Pour conclure

On peut se demander pourquoi ces installations, qui sont loin d'être négligeables au regard de ce qu'il en reste encore aujourd'hui, ont sombré dans l'oubli le plus total pendant de nombreuses décennies.

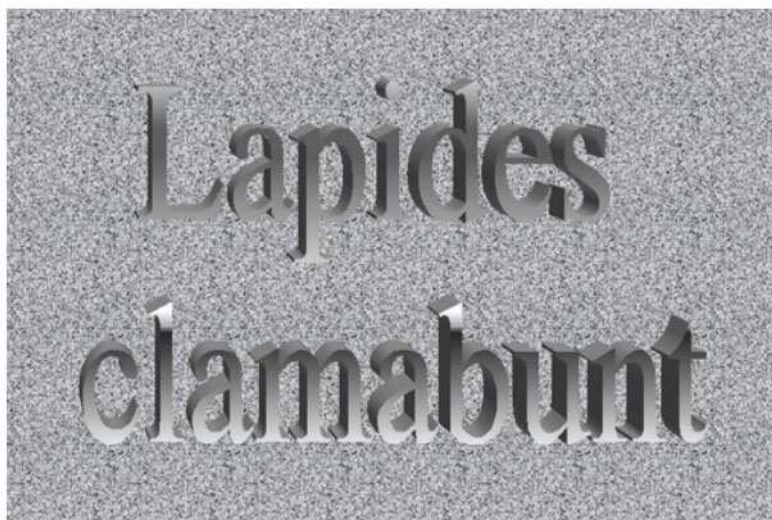
En fait, il suffit de replonger dans le contexte de leur disparition.

Le degré de violence de la première guerre mondiale a atteint un tel paroxysme qu'une grande partie de la population française a été profondément traumatisée.

Beaucoup ne voulaient plus entendre parler de canons, de fortifications, de guerre tout simplement : cela n'avait plus cours, le pays avait trop souffert et puis de toute manière, tout le monde le disait bien, c'était la "der des der"...

Alors à quoi bon s'intéresser à ces choses-là ?

Quoi que l'on pense de cette situation, une chose est certaine : le temps a passé et les pierres sont toujours là pour témoigner, à l'image de la seule épitaphe voulue par le général Séré de Rivières pour figurer sur sa tombe.



Épitaphe figurant sur la tombe du général Séré de Rivières  
(Les pierres témoigneront.)

GBR (2s) Daniel Thomas

\* \*

\*